

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 37 (2000)
Heft: 1425

Rubrik: Brève

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les utopies politiques

Dans le débat sur la gauche, nouvelle ou classique, George Peters recourt, comme outil de réflexion, à la classification de quelques concepts fondamentaux.

LES UTOPIES SONT la base – jamais mentionnée et rarement avouée – de toute action politique et sociale. Une utopie politique est la description d'une organisation politique et sociale qu'on considère comme désirable – pour des raisons variables d'une personne à l'autre – mais inatteignable dans un avenir prévisible.

C'est à partir des utopies que se construisent les idéologies que les politiciens de droite ont tendance à proclamer mortes s'il ne s'agit pas des leurs. Une utopie n'est pas un programme à longue, et moins encore à courte échéance. On formule des programmes pour s'approcher d'une utopie. Des idéologies et des programmes très différents peuvent cependant découler d'une même utopie. Il est malheureusement souvent difficile de savoir si la réalisation d'un programme s'approche d'une utopie: il n'y a pas de transparence des utopies.

Une utopie n'est pas non plus, comme certains le proclamaient dans l'après-68, «la réalité de demain». Si elle l'était, elle serait devenue le but atteint d'un programme à long terme: il faudrait alors créer une nouvelle utopie pour continuer l'action politique.

A la différence d'une idéologie ou d'un programme, une utopie ne peut pas subir un échec: l'utopie primaire peut être abandonnée, oubliée ou même niée pour différentes raisons. Elle peut alors être remplacée par une autre utopie ou par un état d'âme sans utopie qui correspond au mieux à la résignation, au pire à l'inertie totale. Une utopie politique peut être considérée comme but final. Or aucune organisation politique ou sociale n'est finale, c'est-à-dire définitive, et aucune lutte n'est malheureusement «la lutte finale».

Utopies de gauche

L'utopie commune de la gauche politique est la société idéale, une société, dans laquelle tous les êtres humains ont les mêmes droits (ne sont pas seulement égaux en droit), les mêmes moyens de subsistance et de jouissance, la même liberté de mouvement et d'établissement (chacun peut aller vivre où il veut), le même accès à la

protection de sa santé et aux soins ainsi qu'à la protection de son intégrité physique et psychique, quels que soient sa race, son sexe, son origine, son aspect ou ses dons. La société idéale survit par des lois et des règles librement acceptées et imposées ensuite par l'éducation et la persuasion, jamais par la répression: la société idéale ne connaît pas de punition. Elle s'administre par des méthodes conformes au concept flou de démocratie.

L'utopie de la société idéale a donné naissance à différentes idéologies fondamentales: l'idéologie anarchiste pour laquelle l'abolition de l'administration et de la justice est la meilleure voie vers la société idéale, et les idéologies socialistes qui ouvrent cette voie par la prise de pouvoir de la majorité de la population et la création d'un Etat fort qui, au nom du peuple, crée, coordonne, et dirige les moyens de production et de distribution des biens. Parmi les idéologies socialistes on distingue deux variantes principales: l'idéologie marxiste-léniniste ou communiste qui vise l'atteinte de la société idéale par des grands pas (des révolutions), et l'idéologie social-démocrate qui préconise un nombre infini de petits pas en direction de la société idéale, ces petits pas étant la défense des sous-privilegiés ou exclus, la lutte contre des courants qui risquent d'éloigner les peuples du but de la société idéale, et éventuellement même le modeste soulagement des souffrances des défavorisés et des victimes. Ce dernier souci s'approche de la charité chrétienne, mais est parfois confondu avec l'idéologie socialiste.

Utilité des utopies

L'utopie peut et devrait servir de père et de déterminant de l'action politique. En s'y acheminant par différentes voies et petits pas, tout socialiste ou «gauchiste» devrait se demander à chaque instant si sa démarche politique pourrait rapprocher la société de l'utopie, ou si elle est indifférente sous ce rapport. Dans ce dernier cas, une action n'est pas condamnable, mais ne devrait jamais être considérée comme action socialiste. Finalement, une dé-

marche politique peut risquer de nous éloigner passagèrement ou définitivement des buts utopiques: elle devrait alors être évitée.

Il est évident que toute action politique dans un système de démocratie plurielle exige des «consensus» dans différents domaines. Celui qui se considère comme socialiste devrait se poser dans ses démarches la question cruciale de savoir si un consensus ne risque pas de nous éloigner de l'utopie de la société idéale. L'abandon – ou l'oubli volontaire – de l'utopie crée des actions sans vrai but, voire une navigation à la dérive ou inspirée par d'autres utopies – par exemple celle du pouvoir pour lui-même ou la réalisation d'ambitions de groupe ou dans le pire des cas, d'ambitions personnelles.

Considérations d'actualité

Ce que nous venons de dire pose le problème de savoir si les programmes de la «troisième voie» – le Manifeste de Blair et de Schröder – constituent ou ne constituent pas l'abandon de toute direction fondamentale des mouvements socialistes. On peut et doit souvent accepter des compromis, mais aucun compromis n'est valable s'il implique une fusion des partenaires qui l'ont conclu.

En politique, il n'y a évidemment pas seulement une ou des utopies de gauche, mais aussi des utopies de droite habituellement plus soigneusement cachées que les idéologies qui en découlent.

Georges Peters

Brève

HELMUT O. MAUCHER, président du conseil d'administration de Nestlé SA vient de donner une conférence à Munich sur «Les élites, enfants mal-aimés de la démocratie?». De plus, il a apporté une contribution personnelle de 500 000 DM à la collecte de l'ancien chancelier Helmut Kohl qui cherche à faire pardonner son silence.

cfp